

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL,

Rue de las Cámaras n. 34.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 patacons par mois.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSÉRERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNÉS.

Almanach Français.

- Lundi 28 (1794).** — Prise de l'île de Cadzand, par le général Moreau, contre les Hol'an dais.
- (1809). — Bataille de Talaveyra, par le maréchal Soult, contre les Anglo-Espagnols.
- (1813). — Deuxième combat de Sarazon, par le maréchal Soult, contre les Anglo-Espagnols.
- Mardi 29 (1796).** — Premier combat de Bressia, par le général Bonaparte, contre les Autrichiens.

NAVIRES ATTENDUS POUR MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES.

Havre. — Le Parana.

MONTEVIDEO.

28 juillet 1845.

ERRATA.

Au milieu de quelques erreurs qui se sont glissées dans notre article précédent et que nos lecteurs auront facilement rectifiées, nous signalons les suivantes :

1er paragraphe, au lieu de manières erronées, lisez maximes.

4me paragraphe, au lieu de Mendeville, lisez Mandeville.

Même paragraphe, au lieu de entre la France et nous, lisez vous.

(Suite à notre article d'avant-hier. 1.)

A son retour, après avoir ainsi établi, sa position et s'être assuré que s'il se voyait forcé à se retirer une protection efficace ne manquerait point à ses administrés, qui pendant sa gestion avaient su apprécier sa constante sollicitude, notre consul épuisa auprès du gouvernement de Rosas, notes officielles, conférences verbales, tout fut inutile; on alla jusqu'à lui répondre un jour: « Vous me confondez sans me convaincre. » Il dut faire entrevoir, dès lors, quels pourraient être les désagréables résultats de cette affaire: cette note bien qu'énergique était cependant pleine de mesure et de cet esprit de convenances dont il ne s'était jamais écarté; par un sentiment que nous nous abstiendrions de qualifier, elle demeura sans réponse.

La mesure était comblée désormais, cependant M. Roger, en raison de sa position personnelle et interimaire voulut avoir recours à un dernier moyen, à un moyen nous dirons même extrême, et ceci suffirait à confondre ceux qui l'ont accusé avec imposture d'avoir agi avec une blamable précipitation dans une circonstance délicate où tant d'intérêts étaient compromis. Il n'avait jamais songé à visiter Rosas, et il savait quant aux affaires, combien une audience était difficile à obtenir de lui. Au risque d'un refus la de-

manda afin de n'avoir à se reprocher qu'un excès de modération et de contempson. Après une réunion de la camarilla, qui ne se prononça qu'avec une répugnance marquée pour cette entrevue et qui eut soin de faire la leçon à son maître, M. Roger fut averti qu'elle aurait lieu le lendemain à neuf heures du soir. Ici nous rougissons, pour ainsi dire, de descendre à d'ignobles détails, mais nous savons à qui nous avons à faire et il faut que la vérité soit connue dans tout son entier: ces détails sont authentiques et au besoin nous indiquerons la source où nous les avons puisés, mais ce serait sacrifier quelques braves gens forcés de plier sous le joug du despotisme le plus suspicace et le plus sanguinaire.

Dans la matinée du jour où l'entrevue entre notre consul et Rosas devait avoir lieu, celui-ci envoya son aide-de-camp Corbolan porter l'ordre au chef de la mashorca de réunir sa horde et de se porter devant sa maison, à dix heures de la nuit, avec les démonstrations et les vociférations d'usage: ceci ne tendait évidemment qu'à chercher à émouvoir, à effrayer s'il était possible le jeune fonctionnaire. L'aide-de-camp devant l'intention et s'alarmant sur les résultats, donna connaissance de cet ordre à M. Anchorona (chef de la camarilla) et alla remplir sa mission. M. Anchorona qui n'avait point été consulté pour la mise en œuvre de cette saillie toute roliste, se rendit immédiatement auprès du dictateur et obtint que contre ordre serait donné. Fort heureusement pour l'aide-de-camp, en raison de la publicité que devait avoir l'ordre indiqué, il ne fut point soupçonné d'infidélité, sinon il eût été perdu. (1)

A l'heure dite, M. Roger se rendit chez le ministre Arana qui devait l'introduire auprès de Rosas. Le chef du gouvernement occulte, Anchorona, en sortait. Le dictateur se présenta à l'entrevue avec gilet rouge et couvert de ces quolibets couleur de sang qu'à adoptés la Mashorca. (Cette couleur est chez nous celle de l'honneur.) La conférence dura près de deux heures, toutes les questions furent effleurées sans résultat aucun. Vers dix heures, cinq cavaliers arrivèrent à toute bride près de la maison de Rosas, mais ils s'arrêtèrent là, un officier sorti en hâte du logis dictatorial, leur dit quelques mots, et ils se retirèrent en grommelant: ce ne pouvait être que des mashorqueros qui n'avaient point reçu le contre-ordre pour les démonstrations projetées, ces hommes vêtus de rouge, avec les emblèmes du sang qu'ils avaient versé, armés jusqu'aux dents et au milieu d'une nuit obscure, faisant jaillir le feu sous les fers de leurs chevaux vivement excités. Cette scène était vraiment pénible pour ceux même qui ne devaient savoir que le lendemain quel en était l'objet prémédité et depuis abandonné sur les sages avis de la camarilla.

Cette entrevue prolongée, qui n'était qu'une répétition inutile de ce qui avait été dit et écrit quand aux questions pendantes, se termina par quelques mots de Rosas, qui prononcés intentionnellement peut-être, n'en serviraient pas moins à dépendre par lui-même le caractère de cet homme, « Monsieur le consul, dit-il en se levant, et après avoir attiré la conversation sur la

(1) Il se trouve aujourd'hui à Mendoza dont il doit être, assure-t-on, nommé gouverneur.

réputation d'homme sanguinaire qu'on lui avait si gratuitement créée, j'avoue que, tant qu'il s'agira d'ordre et de LIBERTÉ dans mon pays et de son indépendance au dehors, je ne reculerai devant aucune mesure, dut le sang couler à torrents! » et dans ce moment son regard fauve et vague devint horriblement fixe et sanguinolent.

Toute autre explication était désormais inutile: un rapprochement des intérêts en présence devenait impossible, et cependant, d'un côté, ceux de la raison, de la justice, et de l'autre ceux d'un caprice tyranique qui ne pensait qu'à se venger et à se perpétuer. Notre consul se leva et il demeura bien entendu entre le dictateur et lui que chacun d'eux agirait dès ce moment dans la sphère de ses devoirs et des intérêts qu'il représentait.

Le lendemain le consul réunit vingt-cinq de ses connaissances de diverses professions, et leur donna connaissance de quelques lignes de ses instructions, comme aussi de sa première note au gouvernement de Rosas: et de la réponse qu'il avait reçue... une voix libre exprimait l'indignation en commençant à indiquer ce qu'il y avait à faire dans une aussi insultante circonstance. M. Roger l'interrompit aussitôt, disant qu'il ne s'était entouré d'une partie de ses compatriotes, qu'afin de leur faire savoir qu'il avait agi dans l'intérêt de tous—qu'il n'avait jamais eu besoin de conseiller pour faire son devoir, et que certaines directions quelqu'elles fussent, seraient désormais inutiles: que le but qu'il s'était proposé dans cette réunion était uniquement de prouver qu'il avait agi pour le bien de tous.

(La suite au prochain numéro)

On s'attendait aujourd'hui à d'intéressantes nouvelles de Buenos Ayres, car on savait que le terme fixé à Rosas, par les deux ministres, devait finir hier 27, aussi l'arrivée du vapeur anglais Fayrebrand a-t-elle été accueillie avec anxiété.

Madame Gore Ouseley était à bord, et la venue de la famille de l'honorable ministre, d'un précieux augure dans les circonstances présentes, disait assez que la volonté du gouverneur argentin persistait inébranlable contre toute intimation et qu'une rupture violente devenait inévitable.

Quelques actes remarquables ont signalés ces derniers jours: une députation du comité des négociants anglais (et nous pensons que le commerce français a dû suivre cet exemple), s'est rendue auprès de M. G. Ouseley dont elle a obtenu quelques explications sur les négociations entamées; puis elle a rédigé une circulaire qu'elle a fait afficher dans les rues de Buenos-Ayres. Cette circulaire dont nous avons reçu une copie que nous donnons ci-dessous, a été, nous assure-t-on, arrachée et déchirée par des agents subalternes de la police. Quoiqu'il en soit de la vérité ou de l'i-

(1) Voir nos numéros des 20, 24, 25 26 et 27.

nexactitude de pareils faits; de semblables principes de violences, à la veille d'une rupture avec l'Angleterre et la France ne nous étouneraient point. N'avons-nous pas entendu, lors du blocus par les Français, le bas peuple argentin crier par les rues de Buenos-Ayres : MORT AUX IMMONTES ET DEGOUTANTS FRANÇAIS! MORT A LOUIS-PHILIPPE (el guarda chunchos)?....

Au terme qui lui avait été donné, Rosas a demandé un répit, et MM. les ministres lui ont accordé pour s'exécuter jusqu'au 31 courant. Accedera-t-il à leur demande, c'est encore un problème, et ce le sera pour nous jusqu'à vendredi prochain. Mais les ordres qu'il avait envoyés à son escadre pour tenter sans doute de la mettre à l'abri, et l'évacuation de l'île de Martin Garcia, qu'il avait voulu mettre à exécution, afin de munir ses arsenaux de tout le matériel qu'elle contient, sont de nature à nous faire supposer qu'il n'a pas intention de céder.

Voici la traduction de la pièce officielle que nous avons reçue par le Fayrebrand.

Buenos-Ayres 25 juillet.

« La députation du comité des négociants anglais est allée aujourd'hui voir M. G. Ouseley, ministre plénipotentiaire de S. M. B. qui a fait à la députation la relation suivante sur l'état actuel des négociations avec le gouvernement argentin :

« Que, depuis le commencement de la négociation collective et plusieurs fois après, les ministres de France et d'Angleterre ont demandé au gouvernement argentin d'accéder à une suspension temporaire des hostilités, afin de pouvoir continuer les négociations sans le sacrifice inutile de sang humain.

« Cette proposition n'a pas été admise par le gouvernement argentin; au contraire, il a exigé qu'on reconnût le blocus absolu de Montevideo; tandis que le siège de cette ville a été poussé avec plus de rigueur par le général Oribe.

« Sur le refus de la suspension temporaire des hostilités, une note a été passée par les deux ministres, demandant le retrait des troupes argentines du territoire oriental et celui de l'escadre de devant Montevideo; les ministres se sont en même temps engagés à désarmer les étrangers qui ont pris part aux querelles de l'état oriental; en laissant ainsi les nationaux se choisir leur propre gouvernement.

« Cette alternative a été présentée en fixant le 31 de ce mois pour envoyer les ordres de retirer les forces argentines. Le gouvernement buenos-ayrien a été prevenu que si pareils ordres n'ont pas été donnés le 31 ou auparavant, les ministres français et anglais quitteront la ville.

« Il est entendu qu'on adopterait plus tard des mesures pour obtenir les demandes des gouvernements anglais et français sur l'exécution des traités.

« M. G. Ouseley a dit aussi que l'Angleterre et la France désavouent mutuellement

et totalement toute idée d'acquisition territoriale dans la Plata.

« En terminant cette entrevue, la députation a demandé à M. Ouseley son opinion sur la conduite à suivre par les résidents anglais, dans le cas où les relations diplomatiques avec le gouvernement argentin viussent à être interrompues. M. Ouseley a dit : que l'interruption des relations diplomatiques n'impliquait pas nécessairement la guerre, mais que, dans tous les cas, il leur recommandait d'éviter toute démonstration irritante, ainsi que toute occasion de différends avec les gens du pays; d'obéir aux lois et aux règlements du pays; et de se fier à sa protection, à celle du droit des gens et des stipulations de notre traité relativement à la sûreté de leurs personnes et de leurs propriétés.

« M. Ouseley a ajouté que : puis qu'il a pris la détermination de faire sortir sa famille de Buenos-Ayres, il croit qu'il est de son devoir d'offrir les mêmes facilités à ceux qui voudraient s'embarquer. »

Ordre avait été donné à tous les navires de commerce anglais devant le port de Buenos Aires de recevoir à leur bord tous les passagers de cette nation qui voudraient s'embarquer; nul capitaine ne pourrait mettre à la voile sans en avoir préalablement donné avis au consulat anglais, et devait en sortant communiquer avec un des navires de guerre de S. M. B.

Au départ du Fayrebrand, un navire anglais portant beaucoup de passagers, venait de mettre à la voile pour Montevideo. Le vapeur la même remorqué pendant quelque temps, et ce navire doit entrer dans notre port si le même temps continue, cette nuit ou demain matin.

Dominé par des pensées de résistance *in extremis*, Rosas avait mandé l'escadre de Brown que les amiraux étrangers retiennent ici; il avait ordonné au commandant de l'île Martin Garcia de transporter à Buenos Aires tout l'attirail de guerre, de munitions &c... et d'évacuer l'île, mais les ministres intervenants ont envoyé un navire de guerre pour empêcher toute évacuation. Ainsi le matériel de son escadre et celui de l'île, tout lui manque, tout est paralysé sous la main puissante de l'intervention.

D'après quelques lettres de Buenos-Ayres, les forces résistes aux ordres de Lucas Piris et de Francia ont été pleinement dérouterées sur le Queguay par le colonel Flores.—Ce qui avait obligé Servando Gomez à faire un mouvement qu'avait conseillé Antonio Diaz qui comptait peu sur la population.

La revue qui a eu lieu hier au bas du Cerrito, se composait comme à Buenos-Ayres de 800 hommes environ, et la plupart hors d'état de porter des armes (canariens, agriculteurs ou jardiniers, vieillards, et enfants etc.) Le but de l'ennemi, dit le *Constitutionnel*, était d'intimider la place ou de nous tromper sur le chiffre de ses forces qui nous importe fort peu, et quant au nombre et quant à la composition de ces troupes.

Hier soir nous avons eu un passé de l'ennemi, appartenant au bataillon Lasale. Son rapport n'étonnera personne, il est défendu : sous peine de mort au camp ennemi, de parler d'intervention.

THEATRE.

Nous sommes priés d'annoncer au public philanthrope de Montevideo, que, dans le cas où la représentation française annoncée pour aujourd'hui 29 juillet, ne pourrait avoir lieu à cause du temps, elle sera renvoyée à jeudi 31 du courant.

Nous apprenons au moment de mettre sous presse, que le navire anglais chargé de passagers vient d'entrer dans le port.

THEATRE DU COMMERCE.

Les Amateurs Dramatiques Français, réunis en société, sous la direction de l'un d'eux, dans le seul but de procurer quelques secours à leurs camarades blessés en combattant pour la défense de la capitale; préparent une représentation extraordinaire pour le 29 juillet 15^e anniversaire de notre immortelle révolution. Au bénéfice de :

M. SORROGE,

Souffleur de la société, blessé par un boulet étant en faction le 2 mai.

La première représentation de :

LES CHAUFFEURS.

Drame historique par MM. Cogniard et Valéry.

Divisé en cinq tableaux.

1^{er} Tableau : *La Terreur.*

2^e : *La Confession.*

3^e : *Le Rendez-vous.*

4^e : *Le Presbytère.*

5^e : *Le Châtiment.*

Le spectacle sera terminé

PAR

LA LAITIÈRE ET LES DEUX CHASSEURS.

Parade comique en un acte, imitée de Lafontaine et remise à neuf avec de vieilles pièces.

L'on pourra se procurer des billets de toutes places, chez M. Goret, place de la police, à la Ville de Bordeaux. Chez M. Labastie, café du Môle. Chez M. Suberville, café Français et au bureau, la veille et le jour de la représentation.

AVIS DIVERS.

AVIS.

A louer, cinq pièces avec cuisine, cour, etc., bonnes pour un négociant ou un consignataire, le tout à un prix modéré, rue du 25 de Mai, n^o. 298, ci-devant rue du Porton.

S'adresser pour traiter à la même maison.

AVIS.

Il a été perdu ces jours derniers un chien sans poil, avec une huppe blanche sur la tête.

La personne qui l'a trouvé est priée de le ramener chez M. Lafond, tailleur, rue del Rincon, n^o, où elle recevra une honnête récompense.

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD:

Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS.